Négatif

Bulletin irrégulier – Avril 2004 – n°2

Le syndicalisme dans son plus simple appareil

Je crois avoir apporté une contribution considérable aux discussions sur le socialisme ; ces discussions doivent désormais porter sur les conditions qui permettent le développement des puissances spécifiquement prolétariennes.

Georges Sorel, *Réflexions sur la violence.*

Le syndicat comme mode d'organisation du prolétariat

Historiquement, le syndicat est le mode d'organisation du prolétariat le moins ambigu parce qu'il rassemble des ouvriers et seulement des ouvriers en vue de défendre des intérêts de classe. D'emblée le syndicalisme se définit comme révolutionnaire parce qu'il se fixe comme but d'organiser les travailleurs dans la guerre que ces derniers livrent aux patrons et à l'Etat. Jusqu'au début du 20e siècle, les syndicats sont l'instrument susceptible de permettre aux prolétaires de conquérir leur liberté. Mais il s'agit alors d'un prolétariat qui n'est pas encore intégré au système capitaliste et qui a des valeurs et une morale qui s'opposent à celles des bourgeois. Le syndicat est l'émanation des capacités des prolétaires à faire la révolution pour eux et par leurs propres moyens. Georges Sorel est en France le théoricien du syndicalisme révolutionnaire. Pour lui, la révolution sociale prolétarienne doit déboucher sur le renversement de toutes les valeurs de la bourgeoisie et le triomphe de ce qu'il appelle une « morale des Producteurs », c'est-à-dire des travailleurs. Seuls les prolétaires sont à même de renverser l'ordre capitaliste parce qu'ils sont en position d'extériorité par rapport à cet ordre du monde.



Intégration de la classe ouvrière : parti et syndicat

La Première Guerre mondiale est un tournant dans la mesure où la classe ouvrière européenne va être définitivement intégrée dans les limites de la société capitaliste. Cette intégration, qui passe par l'expérience de la guerre, s'inscrit d'abord dans la reconnaissance de l'intérêt national au détriment de l'idéal internationaliste.

(suite page 2)

L'union fait la farce

1

Depuis le mouvement du printemps 2003, la « convergence des luttes » est souvent ressentie comme une nécessité. Mais ce que l'on oublie régulièrement de se demander, c'est qui doit converger, et vers quoi.

Ce que d'aucuns appellent de leurs vœux se réduit aujourd'hui à un agglomérat de revendications propres à chaque secteur, et les catégories de salariés concernées pourraient bien avant tout viser à obtenir satisfaction séparément. Y aura-t-il encore une lutte des intermittents si les propositions effectuées par une partie d'entre eux au gouvernement sont acceptées, même partiellement ? Pour peu que quelques crédits soient débloqués pour la recherche, les chefs de laboratoire n'inciteront-ils pas les chercheurs à se montrer plus raisonnables ? En fait, on a la fâcheuse impression que la « convergence des luttes » repose surtout pour le moment sur l'obstination du gouvernement à ne pas lâcher un pouce de terrain, fédérant ainsi les mécontentements.

2

L'établissement d'un rapport de force dans le domaine de la lutte sociale n'obéit pas aux lois de la mathématique - en l'occurrence, 1+1+1 pourrait être égal à zéro -, mais à la détermination et à la volonté de rupture des protagonistes, ainsi qu'à la conscience qu'ils ont des objectifs de leur combat. Ceux-ci doivent-ils, sous prétexte qu'il faut préserver l'unité, être systématiquement ramenés au plus petit commun dénominateur ? Trop souvent, au printemps 2003, on a eu le sentiment que même parmi ceux professant par ailleurs des idées radicales, le souci principal a été de ne rien proposer qui risque de briser la sacro-sainte unité.

Aujourd'hui, nous faudra-t-il rester muets d'admi-

ration devant des chercheurs qui réclament des moyens, comme s'il allait de soi qu'il faut défendre la recherche publique, toute la recherche publique ? Devrons-nous donc converger avec les apprentis sorciers de l'INRA ou du CIRAD, qui mettent au point de nouvelles plantes transgéniques, contribuant ainsi à l'industrialisation de la vie et à notre dépendance grandissante des firmes agro-alimentaires et pharmaceutiques ? Ou avec les généticiens et informaticiens de tout poil, qui rêvent de nous déporter en masse au paradis glacé de la cybernétique ? Ou encore avec les physiciens nucléaires qui, après Hiroshima et Tchernobyl, nous concoctent un avenir encore plus radieux ?



Never clone alone !

Mais encore... être prof ou intermittent du spectacle suffit-il en soi pour entrer sans passeport au pays de toutes les convergences ? Que des salariés refusent la précarisation qui les guette tous est indispensable. Qu'ils remettent en cause le rôle qu'on leur fait jouer dans l'enseignement de l'ignorance ou dans l'industrie de la culture de masse et de « l'information » le serait tout autant.

Mais encore... que dire de la défense sans nuance dudit « service public » ? Quand on parle de service public, parle-t-on d'une activité exercée par des individus maîtres de leur destin au sein d'une communauté humaine libre et autonome, ou d'une corvée ingrate accomplie dans le cadre d'une administration structurée comme une armée ?

3

Organiser aujourd'hui la convergence des luttes, c'est beaucoup plus que d'aligner des bataillons en espérant constituer l'Invincible armada. On a vu ce que cela donnait. On est resté assez serein dans les ministères. Organiser la convergence des luttes, c'est transformer la lutte. C'est en finir une fois pour toute avec l'illusion qu'il sera possible de simplement vouloir préserver les acquis d'une période désormais révolue. C'est donc se mettre en position d'extériorité totale vis-à-vis de l'ordre social dominant. Il ne reste aujourd'hui que des ruines de ce que furent les combats sociaux du vingtième siècle. Tout est à reconstruire sur des bases nouvelles. Nous avons besoin d'un nouvel imaginaire social. Qu'est-ce qui nous interdit à ce jour de tenter de briser la gangue dans laquelle nous risquons un jour de crever étouffés ? Les faiblesses accumulées ? Le poids du monde ?

Si nous ne réussissons pas à **Vouloir** à nouveau, c'est qu'effectivement le poison que nous inoculent chaque jour les politiques et les médias aura rongé les derniers ressorts de notre sensibilité.

Si de ce qu'on appelle « la convergence des luttes » ne naît pas une force qui ne soit pas purement quantitative, mais qualitative, clairement anticapitaliste et antiétatique, sous-tendue par la volonté de construire un monde radicalement différent où le verbe « vivre » prendrait enfin un sens, alors il y a fort à parier que, comme d'habitude, tout cela se terminera de **la plus désastreuse et de la plus déprimante des façons : dans une urne.**

Dans une urne !!!

PS (!!) : c'est à croire que nous n'en avons jamais pris pour quinze années de Mitterrand et cinq de Jospin... que la vieille bande magnétique de vieux cerveaux usés a renoncé à enregistrer quoi que ce soit... qu'il n'est plus possible d'engranger la moindre expérience, que tout est à recommencer, chaque fois, depuis le début... qu'il va falloir attendre encore trois ans, qu'ils se coincent une nouvelle fois les doigts dans l'urne, et un ou deux ans encore, le temps qu'il fassent une nouvelle expérience, qu'ils soient à nouveau déçus, qu'ils oublient...

... devant des jeux stupides...

... au stade...

...ou ailleurs...

... qui ils sont...

... qui ils auraient pu être ■

(suite de l'article « Le syndicalisme dans son plus simple appareil »)

Le syndicalisme révolutionnaire ne se relèvera pas de la Première Guerre mondiale et reflue, alors que le bolchevisme fait illusion. Dans les années vingt, la tactique léniniste est adoptée par les différents partis communistes : les syndicats ouvriers sont inféodés au parti, autrement dit à des bureaucrates, des cadres professionnels de la révolution. Les travailleurs doivent alors se sou-

mettre à une direction syndicale censée réfléchir à leur place.

Après la Première Guerre mondiale, le parti communiste fournit des cadres à la CGT. Dès lors, le syndicat n'est plus l'émanation du prolétariat, mais d'une bureaucratie qui entretient une routine marquée par la défense des acquis de la vie quotidienne. La perspective de la grève révolutionnaire disparaît de l'horizon et seules subsistent la défense des intérêts économiques, la passivité et la soumission à l'univers bureaucratique. Le syndicat devient alors le moyen, parmi tant d'autres, d'encadrer les masses. Il est un organe très efficace de régulation sociale.

Cette fonction du syndicalisme dans les sociétés capitalistes et bureaucratiques avancées n'a pas échappé à la frange la plus révolutionnaire du prolétariat. Certains ont tenté de lutter contre l'influence des bureaucraties syndicales en s'auto-organisant sous la forme de conseils ouvriers. Il s'agit d'une tentative pour favoriser l'autonomie des travailleurs dans la défense de leurs intérêts de classe. Ces expériences sont toutefois restées limitées. Mais l'idée est importante car elle montre que c'est en brisant la routine et les habitudes, et donc en créant en permanence de nouvelles conditions de lutte, en développant des imaginaires sociaux originaux, que nous pourrons remettre en cause le capitalisme comme ordre économique, politique, culturel et social.

Idées pour une crise transformatrice

Les grèves de 2002-2003 ont montré deux choses.

Tout d'abord, de jeunes travailleurs souvent précaires et appartenant au secteur non productif ont été capables de faire grève en s'auto-organisant. Ils ont développé des formes d'organisation spontanée et ont pu se coordonner jusqu'au niveau national, ne serait-ce que pour un court moment.

Dans les anciens bastions de la classe ouvrière, les travailleurs ne sont pas partis en grève massivement et durablement comme ce fut le cas pendant l'hiver de 1995. Les directions syndicales ont joué un rôle déterminant dans cet échec, tout préoccupées qu'elles étaient à se poser en forces de proposition et de négociation face au pouvoir.

Intégrée dans la société capitaliste, la classe ouvrière est en voie de désintégration en tant que telle.

Deux éléments sont à distinguer. La classe ouvrière n'est pas l'équivalent du prolétariat. Le capitalisme crée en permanence des exclus et repousse des individus dans ses marges. Chômeurs et travailleurs précaires peuvent être considérés aujourd'hui comme des prolétaires, même s'ils n'ont pas une très claire conscience de leurs intérêts et sont peu ou pas organisés syndicalement.

La classe ouvrière qui, au sein du prolétariat, représentait un groupe d'individus capables de transformer radicalement la société, ne peut plus être considérée comme le sujet historique. Dans le combat qui l'opposait aux capitalistes, la classe ouvrière a été vaincue. Il reste évidemment une expérience ouvrière sur laquelle il faut revenir et réfléchir.

C'est dans les années 50-60, quand les classes populaires accèdent à la consommation de masse et à la propriété que tout se joue. En ce sens, la bourgeoisie a bien réussi à acheter la paix sociale.

Aujourd'hui, nous sommes de moins en moins en présence de classes sociales qui s'affrontent en connaissance de cause que de masses sociales, opaques et imprécises par définition. C'est un problème car nous ne voyons pas de sujets capables de faire l'histoire. Mais cela veut dire aussi que, comme au 19e siècle, les prolétaires, ceux qui sont dominés et subissent leur vie, vont devoir créer leurs propres conditions de lutte dans un nouveau contexte, qu'il va falloir inventer de nouvelles pratiques sociales, faire des expériences inédites et multiples, ce qui n'exclut pas l'unité à la base. De là sortiront peut-être des imaginaires sociaux radicalement différents qui permettront la réactualisation de l'utopie. Pour le moment, il n'y a rien. Mais il est indispensable de se rendre disponible pour entendre cette musique qui rythmera l'action.

Les ruines d'une société ne restent pas non plus sans emploi ■

Entre deux maux

Entre deux maux, choisis le moindre, nous dit la sagesse populaire. C'est aussi - hélas - la maxime qui guide l'action de beaucoup d'entre nous : *un « tiens » vaut mieux que deux « tu l'auras »*. Pourtant, avec tout ce qui nous tombe sur la tête, il serait peut-être temps de souligner qu'au contraire c'est à force de nous faire choisir entre deux maux qu'on nous confisque notre liberté - et aussi, au passage, qu'on réussit à nous diviser.

Plutôt que parler élections, où le phénomène est devenu suffisamment frappant, prenons un exemple assez secondaire, mais dont tout le monde nous bassine les oreilles depuis des mois maintenant : la loi sur le voile, comme l'ont appelée les grands médias - sans hypocrisie, pour une fois. Pour toute personne un peu soucieuse des individus concernés et dont le crâne n'a pas été trop bourré par une idéologie ou par une autre, il était évident que *la pire chose à faire* était précisément de faire ce qui a été fait, c'est-à-dire d'entrer dans le débat tel qu'il était posé par les grands médias et par les hommes politiques, d'en faire un sujet pour le café du commerce. Cela ne pouvait avoir qu'un effet : radicaliser les deux camps, « républicain » intolérant d'un côté (raciste ou pas) et intégriste de l'autre (misogyne toujours). Pour ceux qui en douteraient encore, il suffit de voir le recul de l'idée de laïcité - déjà mal en point, on en convient - provoqué par cette initiative, sur le plan national comme international. Il n'est pas question ici de prononcer un éloge de l'idée de laïcité, du moins telle qu'on la redéfinit aujourd'hui, où on la confond avec la neutralité de rigueur un peu partout. Il n'est pas question non plus de réclamer un improbable « retour » à la loi de 1905 : elle n'a de toutes façons jamais été qu'un compromis historique, le produit d'un rapport de forces qui ne se pose plus dans les mêmes termes, et un compromis qui n'a jamais cessé d'être enfreint. Quoi qu'il en soit, l'idée de laïcité est désormais perçue par de nombreux croyants, musulmans ou non (et cela

à l'étranger, où elle n'avait jamais percé, mais aussi en France), comme une atteinte à la liberté de conscience... Inutile de dire que c'est un beau recul de ce pour quoi les « républicains » croient combattre. Il ne faut pas être grand clerc non plus pour pronostiquer une recrudescence encore accrue des foulards, ainsi que l'exclusion des élèves concernées par les futures « affaires » du voile (elles suivront des cours par correspondance quand elles auront la « chance » d'échapper aux écoles confessionnelles). Qui y gagnera ? Même pas Sarkozy, qui ne récupérera pas les voix de Le Pen. Sûrement les fanatiques du voile, tous les prédicateurs alter-saoudiens de l'Hexagone. Mais aussi et surtout tous ceux qui ont intérêt à ce qu'on ne parle pas d'autre chose : le gouvernement et les grands patrons qui peuvent continuer leur boulot (ah ça, on ne les a pas trop embêtés), les intellectuels et les partis politiques en mal de « débats » où ils ne se brûlent pas les mains (ils ont du mal à en trouver), ou encore tous ces journaux qui mentent et qui s'étonnent en même temps de ne pas vendre de papier...

C'est pourquoi on ne peut que rire ou pleurer de ces manifestations pour le « droit » de porter le voile. Comment prendre parti, pour ou contre ? C'est impossible, même si tout le monde s'y essaie... Ce débat est piégé, comme tant d'autres. Rentrer dedans, c'est accepter de cautionner un certain nombre de fables sur lesquelles il repose, c'est contribuer à déplacer le problème, comme toujours, vers l'aval. C'est précisément ce qu'on attend de nous : que nous ne réfléchissions pas au rapport entre religion et politique ; que nous oubliions ce qu'est le républicanisme, à savoir un compromis avec le capitalisme ; que nous identifiions ce compromis avec la démocratie ; et surtout que nous nous focalisions sur « les banlieues ». Car il faut avoir peur. Quand on a peur, on est prêt à essayer toutes les « solutions », surtout celles que le pouvoir nous propose.

Mais ce n'est pas le seul but de ces éternels « débats » que le monde politico-médiatique nous concocte. Il s'agit aussi de nous pousser à nous identifier aux *décideurs*, aux *gestionnaires* d'aujourd'hui, d'hier ou de demain. Le message est clair. Soyez réalistes. Ne demandez pas l'impossible, voyons. Que proposez-vous pour résoudre le problème du voile ? Hier, on nous a posé la question pour les retraites. Demain, on nous posera la même question pour la Sécu. Depuis dix ans au moins, on nous la pose pour l'école. En revanche, pour le statut des « intermittents », il faut maintenant arrêter de se la poser. Quant à choisir : capitalisme ou pas ? on peut encore attendre un peu, évidemment... Et d'entendre de plus en plus de personnes avouer, comme honteuses, à propos du débat sur « la laïcité », que l'idée d'une blouse à l'école n'est pas forcément mauvaise... comme si c'était, non seulement une solution au « problème », mais même possible, et souhaitable...

Non, décidément, *entre deux maux, ne choisissons pas.*

Benjamin Lane ■

ADRESSE AUX BOLCHEVIKS

Tract distribué à Moscou, moins d'un an après octobre 1917

Vous êtes au pouvoir en Russie, mais qu'est-ce qui a changé ? Les usines et la terre ne sont toujours pas aux mains des travailleurs, mais dans celle de l'État-patron. Le salariat, le mal fondamental de l'ordre bourgeois, continue d'exister, c'est pour cela que sont inévitables la faim, le froid et le chômage. À cause de la « nécessité de tout supporter » pour un avenir meilleur, de défendre « ce qui est déjà acquis », un énorme appareil bureaucratique est créé, le droit de grève est aboli, les droits à la parole, de réunion et de presse sont supprimés.

Vous engendrez un chauvinisme militaire rouge, mais qu'est-ce que la classe ouvrière a à défendre ? Vous dites que la bourgeoisie est écartée et que la classe ouvrière est au pouvoir. Nous répondrons qu'il n'y a que quelques ouvriers au pouvoir, et encore ce sont d'anciens ouvriers, séparés de leur classe. Les opprimés ne peuvent être au pouvoir par définition ; même si le pouvoir se proclame « prolétarien », ce qui est alors le plus grand des mensonges. Vous allez nous objecter que vous voulez aussi l'anarchie, mais qu'il faudra d'abord briser l'ennemi, et qu'ensuite le pouvoir se désagrègera de lui-même.

Nous croyons que vous pouvez avoir, personnellement, subjectivement, les meilleures intentions, mais objectivement, par nature, vous êtes les représentants de la classe des bureaucrates-fonctionnaires, d'un groupe d'intellectuels improductifs.

Nous ne prenons pas en considération votre enseigne rouge, mais les faits, et nous voyons que votre politique conduit à une véritable réaction à l'intérieur du pays. Il n'y a encore rien d'atteint et d'acquis, et nous n'avons rien à défendre.

Nous appelons à l'insurrection immédiate pour le pain et la liberté, et nous défendrons la liberté avec les armes de la liberté et non pas avec celles de l'esclavage

Les anarchistes clandestins ■

Contact : georges.ouden@caramail.com